



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

**Direction départementale de l'emploi, du travail
et des solidarités**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité Politique de la Ville et Cohésion des Territoires
Courriel : ddets-politique-ville@pas-de-calais.gouv.fr
Tél : 03.21.60.71.45

Arras, le **18 AOUT 2022**

Note de cadrage de l'appel à projets 2023 des contrats de ville

1/ Le contexte

La loi de finances a acté, en 2022, la prorogation d'une année supplémentaire des contrats de ville en cours. Cette prorogation vise à donner le temps nécessaire, à l'ensemble des territoires, d'effectuer un travail de prospection et de réflexion en vue d'une évaluation approfondie des contrats de ville.

Cette évaluation (tant nationale que locale) doit permettre de dresser un bilan de l'efficacité des contrats de ville comme outil visant à renforcer les dynamiques de coopération, favoriser une meilleure inscription des quartiers dans les dynamiques de territoires, ainsi qu'une meilleure territorialisation des politiques publiques.

Dans notre département, cette évaluation a vocation à rendre compte de la mise en oeuvre et des résultats des actions déployées, relevant de dispositifs spécifiques en appui de politiques de droit commun.

Les premiers retours des travaux d'évaluation nous indiquent que la Politique de la Ville s'est installée comme une politique durable et indispensable pour les quartiers prioritaires.

En effet, si certains indicateurs s'améliorent dans les QPV, ils n'atteignent toujours pas les niveaux existants dans les zones non prioritaires. Les QPV restent socialement défavorisés et sont confrontés à des situations complexes : face au logement, face à l'emploi, face à l'accès aux soins et aux droits, face à l'éducation.

C'est pourquoi, afin de faire face à ces problématiques profondes et multiples, nous vous proposons d'inscrire l'année 2023 dans la continuité des travaux menés dans le cadre de l'évaluation.

En priorité, l'égalité entre les femmes et les hommes, axe transversal, sera désormais à intégrer de manière explicite à l'ensemble des actions par la définition d'un ou plusieurs objectifs spécifiques en adéquation avec les stratégies développées à l'échelle des territoires.



L'année 2023 sera l'occasion de systématiser l'approche budgétaire intégrée en interrogeant chaque projet au regard de sa contribution à la réduction des inégalités femmes-hommes. Selon leur degré de contributions, des actions seront privilégiées.

Cette démarche s'inscrit dans la durée, au besoin par la construction d'un calendrier pluriannuel des objectifs à atteindre.

De manière complémentaire, l'accès à l'emploi et à la formation professionnelle des habitants reste une priorité territoriale. C'est pourquoi, cette année, 3 « Cités de l'emploi » ont été initiées. Celles-ci permettront d'innover d'expérimenter de nouvelles approches de lutte contre le chômage. Grâce à un accompagnement renforcé des habitants des QPV, ces cités optimiseront les opportunités d'insertion et l'accès à la formation.

Enfin, l'éducation demeure un pilier de l'action publique dans la lutte contre les inégalités territoriales. En plus des Programmes Réussite Educative (PRE), le département a bénéficié depuis trois ans du dispositif de « Cités éducatives » jusqu'à en compter aujourd'hui 8. Ces cités sont structurantes pour le territoire car elles favorisent une approche globalisée, une amplitude d'intervention plus complète et une exploration des possibles plus optimisée.

Poursuivant ces objectifs, la décision de financement des actions tiendra compte de la présentation dans le dossier de candidature :

- de l'impact des projets en matière de réduction des inégalités femmes-hommes de lutte contre les stéréotypes et de la place des femmes dans la conception et la mise en œuvre du projet, en particulier dans sa gouvernance ;
- de la prise en compte des premiers résultats de l'évaluation des contrats de ville ;
- de la bonne articulation opérationnelle et financière avec les dispositifs de droit commun.

2/ Les priorités et conditions de financement

Les actions prioritairement financées en 2023 devront répondre aux priorités des contrats de ville ainsi qu'aux protocoles d'engagements réciproques et couvrir les thématiques suivantes :

- l'égalité entre les femmes et les hommes, la lutte contre toutes formes de violences et de discriminations ;
- l'emploi (accompagnement des jeunes dans le cadre du CEJ) et le développement économique;
- l'éducation ;
- la santé sous toutes ses formes (accès aux soins, lutte contre les addictions, santé mentale...).

Le principe de dégressivité des crédits politique de la ville au profit du droit commun sera conservé (50 % maximum la 2^e année et 30 % maximum la 3^e année). Chaque programmation devra faire apparaître les financements de droit commun validés en amont avec l'autorité qui en assure la gestion avant d'appeler les crédits de la politique de la ville.

Les thématiques prioritaires ainsi que les mesures permettant d'assurer une bonne articulation entre les actions financées dans cet appel à projets et les actions de droit commun sont abordées dans l'annexe 1.

2.1 L'égalité entre les femmes et les hommes

Il s'agit ici de concourir directement à l'autonomie familiale, économique, sociale et professionnelle des femmes.

Les actions notamment à destination du public féminin pourront concourir à :

- lutter contre les violences faites aux femmes majeures ou mineures (conjugales, familiales, prostitutionnelles, sexistes) ;
- promouvoir la création d'entreprise ;
- favoriser le retour à l'emploi ;
- lutter contre l'isolement ;
- accompagner les familles monoparentales ;
- favoriser l'accès à la pratique sportive et/ou à la culture ;
- promouvoir la santé affective et sexuelle des femmes.

Mentionner uniquement un ou plusieurs de ces objectifs dans la présentation du projet sera insuffisant pour démontrer l'inscription de l'action dans une démarche correctrice d'inégalité ou dans une démarche d'intégration du genre dans la conception de la dite action.

Les opérateurs sont invités à se saisir de la grille de cotation annexée (annexe 1 + lien vers la plateforme « egalitefh62 » à rajouter) et d'indiquer la côte obtenue à la fin de la description du projet. De plus, les indicateurs d'évaluation de l'action seront autant que possible genrés.

En l'absence de ces éléments, la demande de subvention pourra être considérée comme incomplète.

2.2 L'insertion et l'autonomie des habitants des quartiers via l'emploi

Il s'agit ici d'actions complémentaires au droit commun qui contribueront à l'autonomie des habitants des quartiers facilitant ainsi de façon très concrète leur insertion économique.

Ces actions faciliteront l'orientation vers les dispositifs de droit commun de formation et d'accès à l'emploi (l'apprentissage, l'alternance, le contrat d'engagement jeune notamment en direction des publics 16/25 ans).

Les mesures complémentaires qui permettent une montée en compétence des savoir-faire et savoir-être seront également valorisées.

Les projets pourront utilement construire des actions relatives à la mobilité des habitants en vue de faciliter cette insertion. Ils contribueront à promouvoir et encourager les orientations professionnelles non stéréotypées. Ils intégreront une dimension relative à la conciliation des temps de vie.

De même, pour les publics les plus éloignés de la qualification et de l'emploi, il pourra être proposé des outils innovants pour développer les habilités sociales et comportementales. Leurs objectifs seront de favoriser l'intégration et le maintien de ces publics dans un parcours d'insertion sur mesure et faciliter à terme leur accès au monde du travail.

2.3 L'accès aux droits des habitants des quartiers

Cela concerne les actions permettant d'orienter et d'accompagner les habitants vers les dispositifs d'accès aux droits ou facilitant l'activation de ces droits. Elles pourront s'appuyer sur les adultes-relais et les adultes-relais médiateurs santé.

Une attention particulière devra être portée à l'accès aux droits sociaux et à la santé. Sur ce dernier point, les actions retenues dans ce cadre devront trouver appui sur les ateliers santé ville mis en place sur le département.

Chaque contrat de ville doit poursuivre l'instauration des contrats locaux de santé.

2.4 L'articulation avec le droit commun

Les dossiers déposés présenteront l'articulation des actions proposées avec les dispositifs de droit commun. Ainsi, chaque action devra être située par rapport au droit commun et évoquer le possible parcours des bénéficiaires entre ces dispositifs.

2.5 La mobilisation de l'expertise des réseaux

Le déploiement de la politique de la ville repose sur des réseaux ou partenaires bénéficiant d'une expertise d'usage tels que les adultes-relais et les conseils citoyens. Les actions d'animation et de formation de ces réseaux seront poursuivies et privilégiées en 2023.

2.6 La communication

Il conviendra de porter une attention particulière à la communication systématique sur les actions menées qui, au-delà de la présence obligatoire des logos des « co-financeurs » sur les supports de communication, doit permettre une meilleure compréhension de l'action de l'Etat au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires. Vous partagerez cette exigence avec l'ensemble des porteurs de projets qui, en bénéficiant de crédits spécifiques de la politique de la ville, s'engagent à contribuer à une meilleure lisibilité/visibilité de cette politique publique. De même, ils s'engagent à ne pas véhiculer de stéréotypes de genre dans leurs outils ou leur méthode de communication. Au besoin, les opérateurs pourront bénéficier d'un temps de sensibilisation dans le cadre du programme annuel de formation développé par la délégation départementale aux droits des femmes de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités.

3/ Modalités de dépôt des candidatures et d'instruction des dossiers

3.1 La préparation de la phase de dépôt

- Les projets éligibles s'inscriront impérativement dans les priorités annuelles de votre contrat de ville que vous réaffirmez auprès des porteurs de projet avant la fin du dépôt des candidatures.
- Il vous revient d'accompagner les projets avec l'appui de l'Unité politique de la ville et cohésion des territoires et des délégués du préfet. Les projets se réaliseront en priorité dans les quartiers prioritaires avec et au bénéfice des habitants qui y résident.
- L'ensemble des services instructeurs dans leurs compétences et dans le respect de leurs capacités de mobilisation peut être sollicité dans la phase dite d'accompagnement et de formalisation des programmations. Afin de faciliter le travail d'instruction, vous encouragerez toute production d'éléments de compréhension que vous jugerez utile pour expliciter les projets présentés via le portail Dauphin.

3.2 Le dépôt des dossiers

Le dépôt des dossiers sera réalisé sur le portail Dauphin <https://usager.dauphin.cget.gouv.fr> .

Un accompagnement au dépôt sur ce portail sera assuré par les délégués du préfet et l'unité politique de la ville et cohésion des territoires de la DDETS.

Pour les actions reconduites, le compte rendu financier devra être transmis avant le 15 janvier 2023, pour permettre de statuer sur la reconduction du financement.

Tout dossier déposé incomplet ou qui n'aura pas fait l'objet d'échange avant son dépôt avec les équipes des EPCI et des communes concernées ainsi qu'avec les délégués du préfet sera refusé. Seules les demandes déposées sur la plateforme sous format dématérialisé seront instruites.

3.3 Une instruction partagée

L'instruction sera réalisée au regard des éléments suivants :

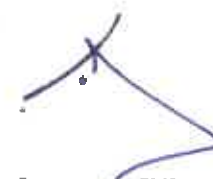
- l'impact du projet dans les quartiers prioritaires et sur les habitants clairement identifié ;
- dans le cadre d'action intégrant un public plus large que celui résidant en QPV, le seuil des bénéficiaires QPV ne pourra être inférieur à 60 %, la part de co-financement ANCT étant destinée exclusivement aux habitants en QPV ;
- l'État financera les projets dont la demande de subvention ANCT est supérieure à la somme de 2500€ (hormis les actions portées par les conseils citoyens) ;
- le niveau d'innovation du projet ;
- les capacités de l'opérateur à réaliser son projet ;
- la souscription au contrat d'engagement républicain, essentielle afin de prévenir toutes formes de discriminations et assurer la promotion des valeurs républicaines ;
- le degré de contribution à la réduction des inégalités femmes-hommes.

4/ Le calendrier de l'appel à projet

- du 26 septembre 2022 au 21 octobre 2022 : dépôts des dossiers sur la plate-forme dématérialisée (complétude exigée/ dossiers Finalisés) ;
- du 07 novembre au 18 novembre 2022 : Consolidation, présentation et validation de la programmation. Désignation des « chefs de file » en lien avec les services de l'État pour l'instruction ;
- du 21 novembre 2022 au 17 décembre 2022 : instructions des dossiers ;
- du 30 janvier 2023 au 10 février 2023 : Comités des « financeurs » en présence des élus.

Je vous encourage vivement à réunir au cours des mois de septembre et d'octobre, avec l'appui des délégués du préfet, les porteurs de projets afin de leur rappeler les priorités de votre territoire et les modalités d'échanges souhaitées avant le dépôt de toute candidature.

Le Préfet,



Jacques BILLANT

Destinataires in fine :

- Monsieur le Président de la Communauté urbaine d'Arras
 - Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération du Boulonnais
 - Madame la Présidente de la Communauté d'agglomération Grand Calais Terres et Mers
 - Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération de Béthune Bruay Artois Lys Romane
 - Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération de Lens Liévin
 - Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération d'Hénin Carvin
 - Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Saint Omer
 - Monsieur le Président de la Communauté de communes de la Terre des 2 caps
 - Monsieur le Président d'agglomération des deux Baies en Montreuillois
-
- Monsieur le Vice-président de la communauté urbaine d'Arras
 - Madame la Vice-présidente de la communauté d'agglomération du Boulonnais
 - Monsieur le Vice-président de la communauté d'agglomération Grand Calais Terres et Mers
 - Monsieur le Vice-président de la communauté d'agglomération de Béthune Bruay Artois Lys Romane
 - Monsieur le Vice-président de la communauté d'agglomération de Lens Liévin
 - Monsieur le Vice-président de la communauté d'agglomération d'Hénin Carvin
 - Monsieur le Vice-président de la communauté d'agglomération du Pays de Saint Omer
 - Monsieur le Vice-président de la communauté de communes de la Terre des 2 caps
 - Monsieur le Vice-président d'agglomération des deux Baies en Montreuillois

Copie à :

- Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Béthune
- Madame la Sous-préfète de l'arrondissement de Boulogne sur Mer
- Madame la Sous-préfète de l'arrondissement de Calais
- Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Lens
- Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer
- Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Omer
- Mesdames, Messieurs les délégués du Préfet

**Annexe 1 : Priorités thématiques et articulation avec les actions
de droits communs**

- L'égalité femmes/hommes

Grille N°1 : Cotation 2 – Dossiers correcteurs

0 point Cotation 0	16 points Cotation 2
Le projet ne prend pas en compte l'égalité femmes-hommes. Merci de passer à la grille n°2	Le projet a pour objectif principal la réduction des inégalités. Il s'agit d'une action correctrice.

Grille N°2 : Cotation 1 ou 0 - dossiers intégrés ou dossiers non promoteurs d'égalité

Question / Exemple	OUI	NON
<p>1.1 Est-ce que l'objectif principal du projet est la réduction des inégalités, la promotion de l'égalité, la lutte contre les stéréotypes ou contre les violences de genre ?</p> <p><i>Un projet qui vise à contourner les freins à l'insertion professionnelle pour les femmes en situation de monoparentalité, un projet de co-construction avec des jeunes d'une frise de sensibilisation sur l'égalité filles-garçons, un salon de promotion de la mixité des métiers.</i></p>	+10	Ø Passez directement à la Grille N°2
<p>1.2 Le contenu du projet est-il porteur de stéréotypes ?</p> <p><i>Une action à destination des femmes dans le cadre du 8 mars qui serait exclusivement centrée sur des activités liées à l'apparence physique.</i></p>	-10	+6

Question / Exemple	OUI	NON
<p>2.1 Votre présentation du contexte inclut-elle des statistiques décomposées par sexe (données concernant les femmes/les filles et données concernant les hommes/les garçons) ou une analyse des situations et des pratiques différenciées des femmes et des hommes ?</p> <p><i>En fonction de la thématique de l'action, le pourcentage de filles et de garçons qui exercent une activité sportive en extérieur, le pourcentage de femmes et d'hommes parmi les demandeurs et demandeuses d'emploi sur le territoire...</i></p>	+2	-4
<p>2.2 Si le public cible de votre projet est mixte, la rédaction du projet explicite-t-elle que les bénéficiaires sont des femmes et des hommes, des filles et des garçons ?</p> <p>NB : Ce n'est pas parce que le public est mixte que l'action prend systématiquement en compte l'égalité.</p>	+1	/
<p>2.3 Si le public cible est mixte, le projet prévoit-il des mesures particulières pour permettre une participation équilibrée des femmes et des hommes ou pour lever les freins à la participation des femmes et des hommes ?</p>	+2	/

<i>Des modes de garde sur les temps d'activités, une communication sans stéréotypes de sexe, un lieu sécurisé et accessible en transports; une vigilance sur les horaires proposés, des éléments de prévention des violences sexistes et sexuelles.</i>				
2.4 Dans son contenu, le projet prévoit-il des activités pour lutter contre les stéréotypes de genre, favoriser la mixité et l'égalité femmes-hommes, soutenir l'autonomisation des femmes ou des filles ou lutter contre les violences ? <i>Un projet de Forum de l'emploi pour les jeunes en QPV dans lequel une attention particulière est portée à avoir des binômes mixtes sur les stands, à avoir une communication sans stéréotypes de sexe, à prévoir un stand spécifique sur la mixité des métiers.</i> OU <i>Un projet de festival sur les cultures urbaines dans lequel une attention particulière est portée sur la mixité des artistes représentés.</i> NB : Si le contenu du projet reproduit des stéréotypes, entourez -4 (NON).			+2	-4
2.5 Des formations ou sensibilisations sur l'égalité femmes-hommes, filles-garçons ou la prévention des violences sexistes et sexuelles ont-elles déjà été faites ou sont-elles prévues dans le projet pour les organisateurs, les intervenant.e.s ou animateurs/animateuses ?			+2	/
2.6 La composition de l'équipe du projet est-elle mixte ?			+1	/
2.7 Une réflexion est-elle menée sur l'égalité femmes-hommes dans la structure qui porta le projet ?			+1	/
2.8 Avez-vous construit votre budget afin qu'ils puissent bénéficier également aux filles et aux garçons ?			+1	/
2.9 Vos indicateurs de résultats incluent-ils des données désagrégées pas sexe ? <i>Le nombre de femmes bénéficiaires et le nombre d'hommes bénéficiaires.</i>			+2	-4
2.10 Vos indicateurs de résultats permettent-ils de rendre compte de la réduction des inégalités entre les femmes et les hommes/ les filles et les garçons ?			+1	/
Calcul du résultat - Additionnez chaque colonne				
			Total	
Entre 0 et 5 points		Entre 6 et 15 points		A partir de 16 points
Cotation 0		Cotation 1		Cotation 2
Le projet ne prend pas en compte l'égalité femmes-hommes		Le projet prend en compte l'égalité femmes-hommes de façon transversale		Le projet a pour objectif principal la réduction des inégalités. Il s'agit d'une action correctrice.

- Le développement économique et l'emploi

L'accès à l'emploi et à la formation des publics les plus fragiles reste l'un des axes forts de l'action de l'Etat dans les quartiers prioritaires. J'ai demandé à la DDETS de renforcer le déploiement des dispositifs d'insertion par l'activité économique dans les quartiers, dispositifs sur lesquels les crédits de la politique de la ville peuvent être appelés en complément des crédits de droit commun pour assurer un accompagnement renforcé.

Une attention particulière sera portée à l'accompagnement des 16-25 ans à travers des parcours d'insertion sur mesure grâce au déploiement de dispositifs tels que les parcours emploi compétence et le Contrat d'Engagement Jeunes. L'orientation vers ces dispositifs devra intervenir dès la sortie du système scolaire afin d'éviter toute rupture dans le parcours d'insertion.

Par ailleurs, le rôle de médiateur des adultes relais doit être renforcé dans le domaine de l'emploi en lien avec les services publics de l'emploi et les travaux conduits dans les SPEL. Les bénéficiaires d'actions favorisant l'accès à l'emploi, notamment par la mobilisation du dispositif des emplois francs, seront identifiés en lien avec les services publics en charge de l'emploi afin de favoriser un parcours d'insertion professionnelle sans couture.

Le déploiement des PAQTE pour les Quartiers avec Toutes les Entreprises sera poursuivi notamment via les moyens déployés par le programme « les entreprises s'engagent », tout comme la mobilisation des entreprises et des administrations dans l'accueil des stagiaires de 3^e scolarisés en REP+ et REP (<https://www.monstagedetroisieme.fr/>).

Un lien avec les cités de l'emploi, pour les territoires concernés, devra être privilégié afin que les projets présentés soient complémentaires.

Le poids financier de cet axe dans chaque programmation devra être proche de 30 %.

- L'éducation

Les projets de réussite éducative (PRE) sont définitivement ancrés dans les contrats de ville. Les moyens mobilisables pour les PRE seront maintenus. Ils permettent d'agir au cœur des problématiques quotidiennes des habitants en matière d'éducation, de santé et de parentalité. Ils devront également être mobilisés en complémentarité des projets déployés dans le cadre des Cités Éducatives sur les territoires concernés.

Les actions portées par cet appel à projet s'inscrivent nécessairement dans une logique de complémentarité avec l'offre de droit commun.

Les échanges initiés par l'opérateur avec les acteurs locaux, référents territoriaux de l'éducation nationale, devront permettre d'identifier les complémentarités et d'articuler les dispositifs existants à l'offre spécifique. Les actions déposées dans le cadre de cet appel à projet ont vocation à se dérouler hors temps scolaire, sauf à titre exceptionnel, dans le cadre d'un projet coconstruit et coanimé pendant le temps scolaire.

De même, les thématiques investies doivent tenir compte des évolutions pédagogiques mises en œuvre à l'école.

Ainsi, le déploiement du dispositif « devoirs faits » dans tous les collèges du département invite à orienter l'offre spécifique sur des champs complémentaires de l'accompagnement à la scolarité, notamment :

- L'accès aux pratiques sportives ;
- Les pratiques d'ouverture culturelle en lien avec le Parcours Éducatif Artistique et Culturel (PEAC) ;
- Les initiatives en faveur de l'acculturation à la santé (notamment PSCI et GQS Gestes qui sauvent) en lien avec le Parcours Éducatif Santé (PES), et en partenariat avec l'Agence Régionale de la Santé (ARS).

- La Santé

La santé est plus que jamais une priorité dans le contexte actuel.

L'existence d'un atelier santé ville sur le territoire doit permettre de conforter la structuration de telles actions, qui peuvent être relayées par les adultes relais médiateurs-santé.

Afin de lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé, seront privilégiées :

- les actions en direction des enfants et des jeunes afin d'instaurer des comportements favorables à la santé dès le plus jeune âge ;
- les actions visant à améliorer l'accès à la prévention et aux soins des plus démunis ;
- les actions relatives à la santé mentale visant à faciliter l'accès aux soins et à prévenir l'exclusion ;
- les actions de prévention contre toutes les formes d'addiction.

Pour chacun de ces axes, les projets devront penser l'orientation vers le système de soins de droit commun pour rendre les individus autonomes et acteurs de leur santé.

Les territoires volontaires comprenant des quartiers en politique de la ville seront par ailleurs prioritaires pour la mise en œuvre d'un contrat local de santé, à une échelle allant au-delà des seuls QPV.

Enfin, l'accès à la vaccination des habitants des QPV devra s'en trouver facilité. Les actions de sensibilisation, d'accès à la mobilité en faveur des habitants des quartiers souhaitant se faire vacciner seront prioritaires.

- La réduction des inégalités femmes-hommes

Il ressort des travaux conduits par l'ANCT plusieurs points d'attention, et en particulier :

- la nécessité de disposer de données genrées en quartier prioritaire de la politique de la ville ;
- l'importance de sensibiliser et d'associer l'ensemble des partenaires du contrat de ville à la démarche ;
- la place des femmes ne doit pas être analysée uniquement à travers les publics bénéficiaires d'une action, mais tout au long du processus de conception et de mise en œuvre, et en particulier dans la gouvernance du projet.

L'approche budgétaire intégrée sera poursuivie en 2023 en priorisant :

- la sensibilisation et la formation des acteurs aux enjeux de l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- le renforcement de la procédure d'analyse des dossiers de demande de subvention au regard de la prise en compte de ces enjeux.

- La prise en compte de l'action sportive à vocation d'inclusion

L'inclusion par le sport doit dépasser l'activité sportive "de droit commun" pour servir d'autres enjeux liés à la politique de la ville : l'insertion, la mobilisation des savoir-faire de certains jeunes, la diffusion de valeurs citoyennes.

Les types d'activités encouragées sont les suivantes :

- l'activité sportive « révélatrice de talents »

Il s'agit ici de s'appuyer sur la pratique sportive pour repérer et valoriser des savoir-être et des savoir-faire mobilisables notamment pour l'accès à la formation et à l'emploi".

- l'activité sportive « porteuse de valeurs »

Les mises en situation sportive sont un support pour diffuser des messages faisant la promotion de valeurs citoyennes : cohésion sociale, prévention et traitement des dérives (racisme, antisémitisme, homophobie, égalité hommes-femmes...).

- l'activité sportive comme « projet de territoire »

Le développement de l'activité sportive sur un territoire peut permettre de mobiliser les jeunes publics dans une dynamique d'insertion et/ou de citoyenneté avec les différentes institutions (l'école, l'entreprise...). Le sport peut ainsi favoriser la reconnaissance et la concertation de l'ensemble des acteurs d'un territoire autour de projets partagés.

- Le renforcement du lien social

Cette crise a renforcé l'isolement des seniors, des familles monoparentales et des jeunes éloignés du milieu scolaire. Les initiatives en faveur de ces populations favoriseront le renforcement du lien social mis à mal en 2021.

- La lutte contre toutes les formes de violences

La période que nous venons de traverser a été propice au développement de toutes les formes de violences et notamment au sein même de la cellule familiale. Les actions sur la maîtrise de soi, le développement du bien-être, l'apaisement des tensions et de manière générale permettant de lutter contre les violences scolaires, familiales ou sociales seront prioritaires.